



## ARRETE MUNICIPAL n°2022-019 Renouvellement d'une concession dans le cimetière communal

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et 2, L2213-8 à L.2213-10, L.2223-13 à L.2223-18, R.2223-10 à R.2223-23,

Vu, la délibération du conseil municipal n°2020-23 du 23 mai 2020,

Vu, l'arrêté municipal n°2020-P-123 du 25 mai 2020 portant sur la délégation de fonctions et de délégation de signature à Monsieur Jean Luc CHARPENTIER 8ème Maire Adjoint,

Vu la délibération 2021-052 du 02 juillet 2021 fixant les tarifs des renouvellements de concessions des cimetières municipaux de Grésy-sur-Aix,

Vu la demande de renouvellement formulée le 1<sup>er</sup> février 2022 par Madame Jeanine MIDALI domiciliée Résidence Vigne Derrière, 121 rue du Coteau à Drumettaz Clarafond.

**Considérant** qu'il est nécessaire de réglementer le renouvellement des concessions dans le cimetière communal.

**Considérant** que la concession n°35-F délivrée le 12 décembre 1991 pour une durée de 30 ans à Madame Jeanine MIDALI, concessionnaire originel est arrivée à échéance,

### **ARRETE**

**Article 1 :** La concession identifiée ci-dessus est renouvelée pour une période de 15 ans à compter du 21 décembre 2021.

**Article 2 :** Le renouvellement par le concessionnaire originel sus-désigné est effectué pour l'ensemble des successeurs.

**Article 3 :** Le renouvellement est accordé moyennant la somme de cinq cent euros (500€) qui a été versée dans la caisse du percepteur municipal suivant quittance n°.....98.....du 24/03/22. Et n°.....16.....du 28/03/2022.

**Article 4 :** Un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux bénéficiaires de la concession ainsi qu'au comptable public de la trésorerie d'Aix les Bains.

**Article 5 :** Une copie est adressée à ces personnes :

- Monsieur le Maire de Grésy-sur-Aix
- Monsieur le comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains
- Madame Jeanine MIDALI

Fait à Grésy-sur-Aix, le 07 février 2022

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 09/02/2022  
Notifié à l'intéressé le : 09/02/2022  
Certifié exécutoire le : 09/02/2022



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.